



# Infrastructures privées : l'occasion que présente la transition énergétique

**Les façons de consommer et de produire l'énergie évoluent; au cours des prochaines décennies, ce mouvement touchera tous les secteurs et aura des répercussions sur notre mode de vie. La transition énergétique coûtera des milliers de milliards de dollars, et il faudra accroître nos infrastructures pour répondre aux besoins mondiaux.**

Bien que les politiques gouvernementales en matière de changements climatiques fassent les manchettes, nous croyons que cette tendance va au-delà de l'intervention de l'État. Les progrès technologiques, de même que les préférences des entreprises et des consommateurs, ont été des moteurs tout aussi puissants au cours des dix dernières années, et ils contribueront à l'accélération des changements dans les années à venir.

La transition énergétique devrait représenter la plus importante occasion sur le marché des infrastructures privées. À la suite de l'intervention massive des banques centrales, le capital abonde et favorise les rendements dans toutes les catégories d'actif. Les actifs d'infrastructure continuent de présenter des taux parmi les plus intéressants par rapport aux titres à revenu fixe, en plus d'offrir une protection contre l'inflation grâce à la croissance assurée des revenus contractuels. Toutefois, en raison de la grande quantité de capitaux investis dans les infrastructures privées, les investisseurs devront être sélectifs s'ils veulent obtenir des rendements supérieurs. Nous croyons donc que l'accès aux occasions de croissance liées à la transition énergétique sera le meilleur moyen de continuer à surpasser le marché général des infrastructures privées.

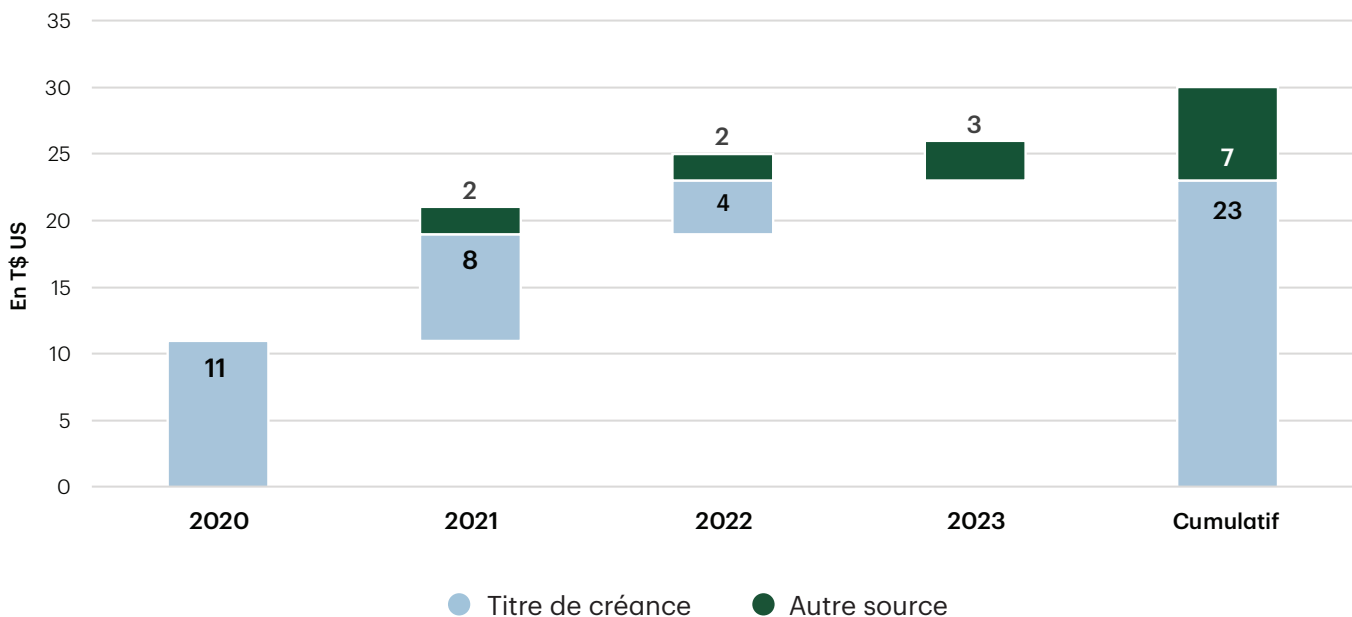
## Politiques gouvernementales favorables au changement

Bien qu'il ne s'agisse pas du seul facteur, les politiques gouvernementales partout dans le monde accélèrent non seulement la transition énergétique, mais aussi les besoins d'investissements en infrastructures en général.

Selon le Global Infrastructure Hub, une initiative du G20, environ 80 000 milliards de dollars seront nécessaires pour le financement des infrastructures au cours des 20 prochaines années, mais les dépenses actuelles ne devraient en couvrir que 65 000 milliards. Il y aurait donc un manque à gagner de 15 000 milliards. De plus, les gouvernements se tournent maintenant vers les investissements en infrastructures et les actifs existants pour accélérer la croissance économique et équilibrer les budgets. La dette souveraine devrait augmenter de

30 000 milliards de dollars entre 2020 et 2023, et la vente d'actifs appartenant au gouvernement constituera une importante source de liquidité. McKinsey estime que des 30 000 milliards de dollars de déficits prévus au cours des trois prochaines années, environ 7 000 milliards proviendront de sources autres que de nouvelles dettes souveraines, comme la vente d'infrastructures et les nouveaux impôts. Les aéroports internationaux canadiens en sont un exemple, car ces actifs ont subi des pressions en raison de la baisse du trafic de passagers et le gouvernement a déjà envisagé de les vendre. Comme le gouvernement canadien cherche à gérer un déficit de 400 milliards de dollars en 2020, les investissements privés devraient jouer un rôle clé dans la croissance de ces actifs, s'il ne s'agit pas d'une vente pure et simple.

**Figure 1 : Estimation des sources de financement des déficits gouvernementaux**



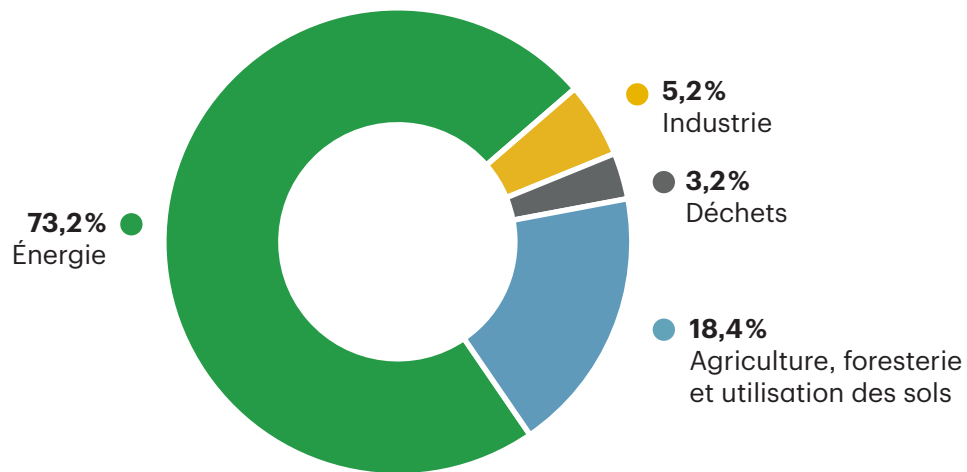
Source : McKinsey & Company, « Closing the \$30 trillion gap: Acting now to manage fiscal deficits during and beyond the COVID-19 crisis ». En date de juillet 2020.

# Financement

La décarbonisation de nos économies est devenue une initiative politique clé pour les gouvernements du monde entier. En 2015, 196 pays ont signé l'Accord de Paris (soit presque tous les pays du monde) et se sont ainsi engagés à atteindre la carboneutralité et à maintenir le réchauffement de la planète en deçà de 2,0 °C d'ici 2050. Les gouvernements ont récemment renouvelé leur engagement à l'égard de cet accord historique qui, de notre avis, influence déjà les politiques. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime qu'environ 140 000 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2050 pour respecter les engagements prévus dans l'Accord de Paris.

Les politiques comme celles visant les taxes sur le carbone et la limitation de l'utilisation des combustibles fossiles dans le transport favoriseront les occasions d'investissement dans les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques. Ces investissements sont d'autant plus nécessaires que **73% des émissions de gaz à effet de serre sont produites par la consommation d'énergie**, dont une large part devrait se décarboniser grâce à l'énergie renouvelable, aux technologies d'efficacité énergétique, aux technologies de captage du carbone et à l'abandon des combustibles fossiles.

**Figure 2 : Émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, par source**



Source : Hannah Ritchie et Max Roser (2020), « CO2 and Greenhouse Gas Emissions ». Publié en ligne à l'adresse [ourworldindata.org](https://ourworldindata.org). Récupéré de : <https://ourworldindata.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions>. En date de 2020.

À la suite de l'intervention massive des banques centrales, le capital abonde et favorise les rendements dans l'ensemble des catégories d'actif. Les actifs réels continuent de présenter des écarts de taux parmi les plus intéressants par rapport aux titres à revenu fixe, en plus d'offrir une protection contre l'inflation grâce à la croissance des revenus contractuels. Les investisseurs qui ont accès à ces marchés pourraient profiter non seulement de rendements ajustés au risque améliorés

pour cette catégorie d'actif, mais probablement aussi d'un portefeuille qui présente des rendements potentiels non corrélés avec ceux des titres à revenu fixe et des actions. Ces caractéristiques, combinées à la croissance mondiale prévue, continueront de faire des actifs réels, comme l'immobilier et les infrastructures mondiaux, une composante essentielle et en croissance des portefeuilles de placements institutionnels.

# Émissions

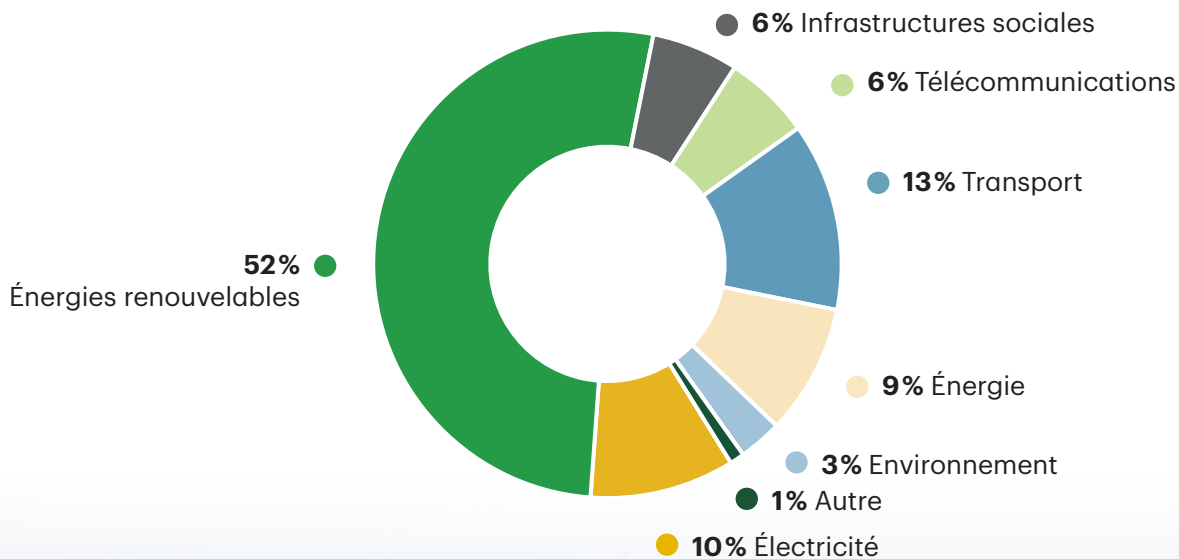
## Changement déjà bien amorcé

Bien que les changements climatiques fassent actuellement la une de l'actualité, les progrès technologiques de la dernière décennie ont mené à un « point de bascule » du coût de l'énergie renouvelable et, par la même occasion, des investissements importants dans le secteur. Le soutien à l'énergie renouvelable et aux investissements s'étend sur l'ensemble du spectre politique, toutes positions relatives aux changements climatiques confondus. La possibilité de stimuler les investissements au sein de l'économie, de créer des emplois et de réduire le coût de l'énergie nous place à un moment décisif.

Entre 2010 et 2019, la capacité de production d'énergie renouvelable a augmenté de 400 %, passant de 414 à 1 650 gigawatts (GW). Cette énergie compte maintenant pour 12,9 % de la production d'électricité mondiale selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ainsi, les investissements annuels dans la capacité de production d'énergie renouvelable nouvelle atteignent plus de 250 milliards de dollars par an<sup>1</sup>.

Cette croissance se reflète sur le marché des infrastructures, où les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques représentent 62 % des transactions conclues au cours des cinq dernières années.

**Figure 3 : Opérations liées aux infrastructures, 2015-2020**



Source : Inframation News. En date de mars 2021.

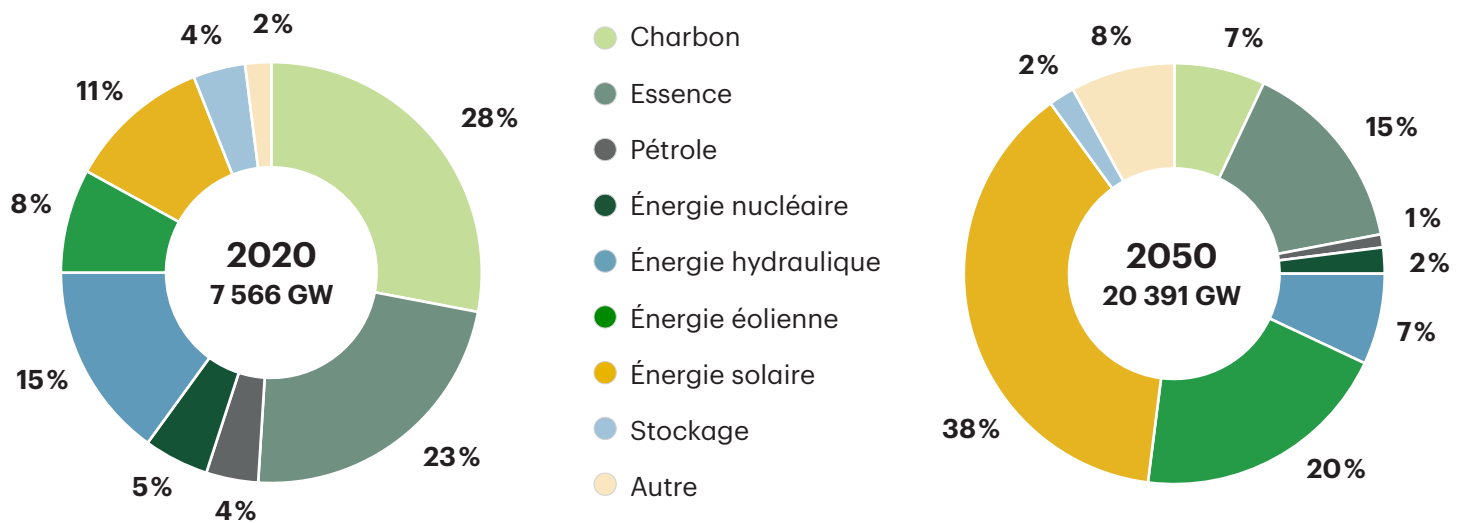
<sup>1</sup><https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/communiqu%C3%A9-de-presse/une-decennie-dinvestissement-dans-les-energies>



L'ampleur de ce changement se reflète dans la croissance prévue de notre capacité de production mondiale. Aujourd'hui, pour l'ensemble des centrales électriques du monde, cette capacité totalise 7 566 GW. Nous prévoyons qu'elle sera près de trois fois plus élevée au cours des trois prochaines décennies, atteignant 20 391 GW d'ici 2050. À titre indicatif, un gigawatt équivaut à 1000 mégawatts, et 1 mégawatt de puissance installée coûte environ de 500 000 \$ à 1 000 000 \$. Cette augmentation

nécessitera de 6 400 milliards à 12 800 milliards de dollars de nouveaux investissements, la production d'énergie éolienne et solaire représentant à elle seule 81% de cet investissement. Cet investissement dans la production d'énergie ne tient pas compte d'autres mises à niveau de l'infrastructure de soutien, comme le transport et la distribution, et d'autres utilisations finales de l'énergie renouvelable.

**Figure 4 : Capacité mondiale en 2020 et en 2050**



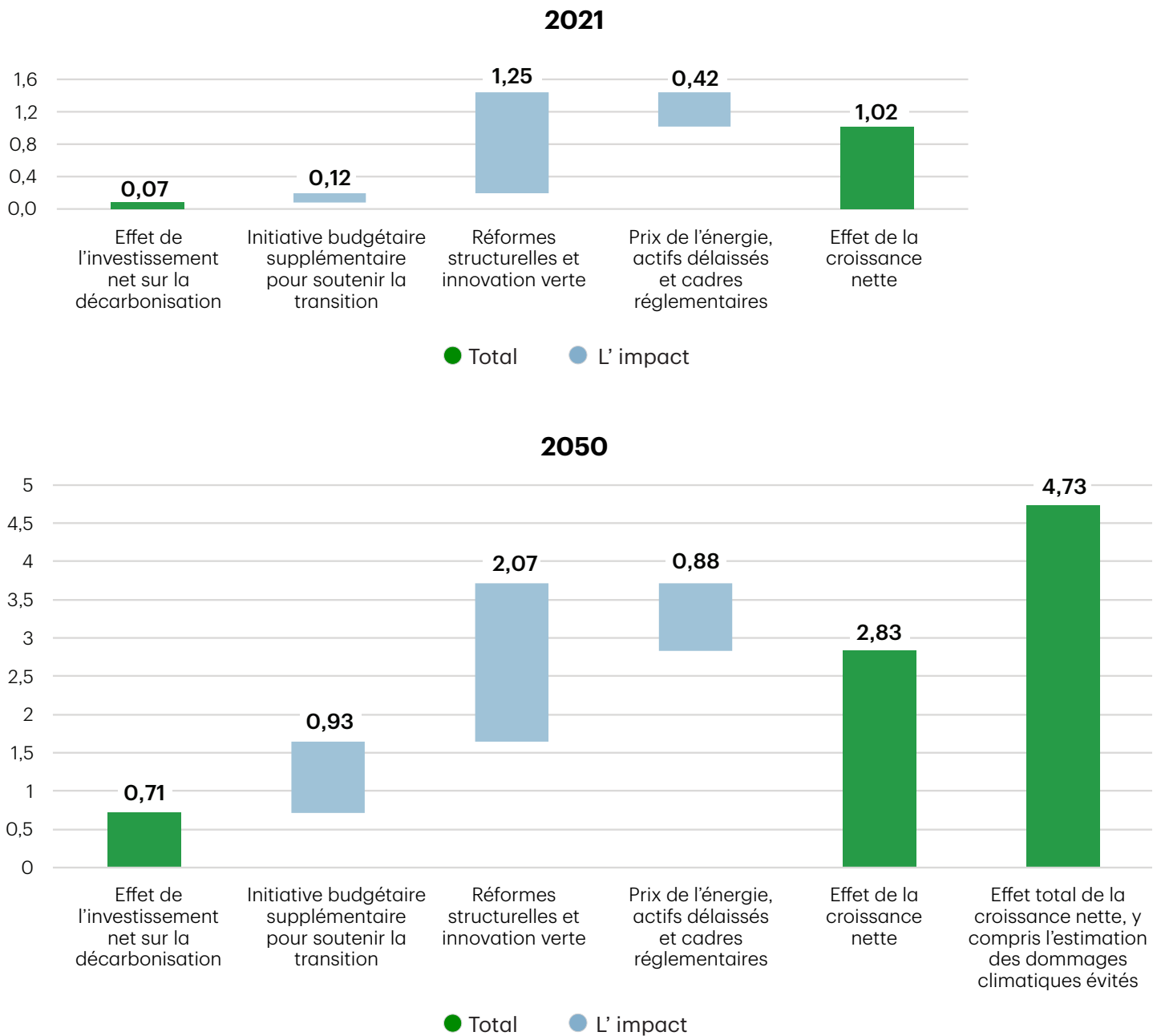
Source : Bloomberg New Energy Finance. En date d'octobre 2020.



Toutefois, la transition vers l'énergie renouvelable n'est qu'une partie de l'équation. D'autres importantes occasions d'investissement devraient émerger grâce à des tendances comme l'évolution continue des réseaux électriques, l'abandon des moteurs à combustion dans le transport, le passage à une agriculture à faibles émissions

de carbone et le perfectionnement des matériaux de construction. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que ces investissements stimuleront la croissance et ajouteront 2,83 % à la croissance annuelle du PIB d'ici 2050, et 4,73 % si l'on tient compte des dommages climatiques évités.

**Figure 5 : Effets positifs pour la croissance du G20 en 2021 et en 2050**



Source : OCDE, « Investing in Climate, Investing in Growth – A Synthesis ». En date de mai 2017.

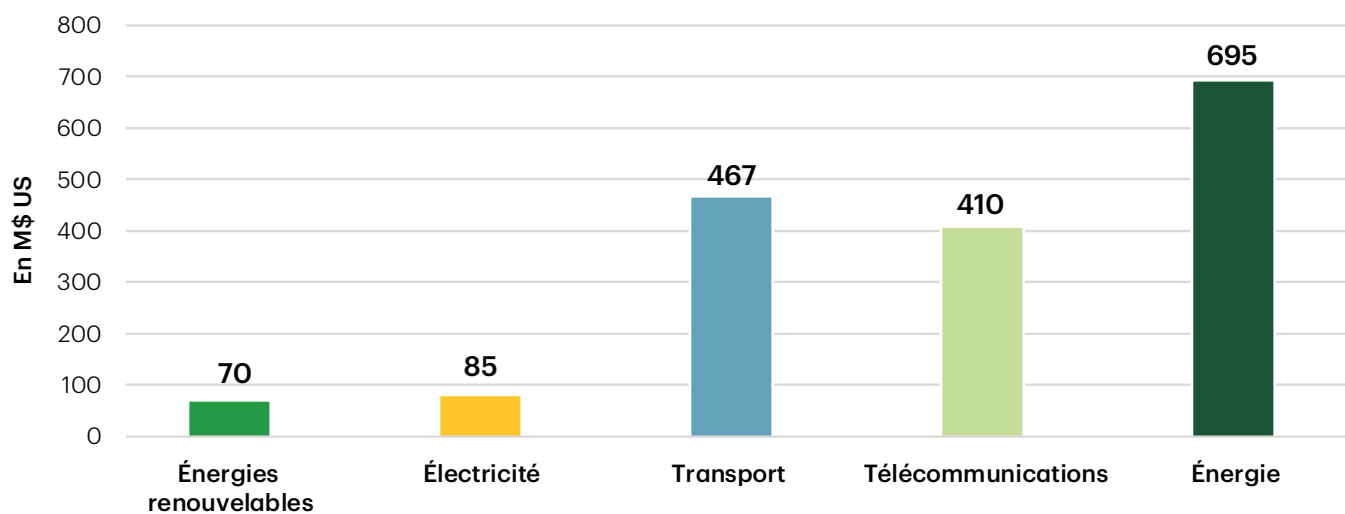
## Décalage entre les infrastructures privées et la transition énergétique

Les investissements dans les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques sont moins biaisés que les investissements typiques sur le marché des infrastructures, de sorte qu'il y a actuellement un décalage entre les grands investisseurs mondiaux qui réunissent les capitaux et les besoins d'investissement.

Les secteurs des énergies renouvelables et des infrastructures énergétiques dominent également les

transactions de moindre importance sur le marché des moyennes entreprises. Au cours des cinq dernières années, la valeur moyenne des transactions pour les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques s'est établie respectivement à 70 millions et à 85 millions de dollars, tandis que celle dans le secteur du transport, des télécommunications et de l'énergie était de 467 millions, de 410 millions et de 695 millions, respectivement.

**Figure 6 : Valeur moyenne des transactions dans les infrastructures par secteur, 2016-2020**



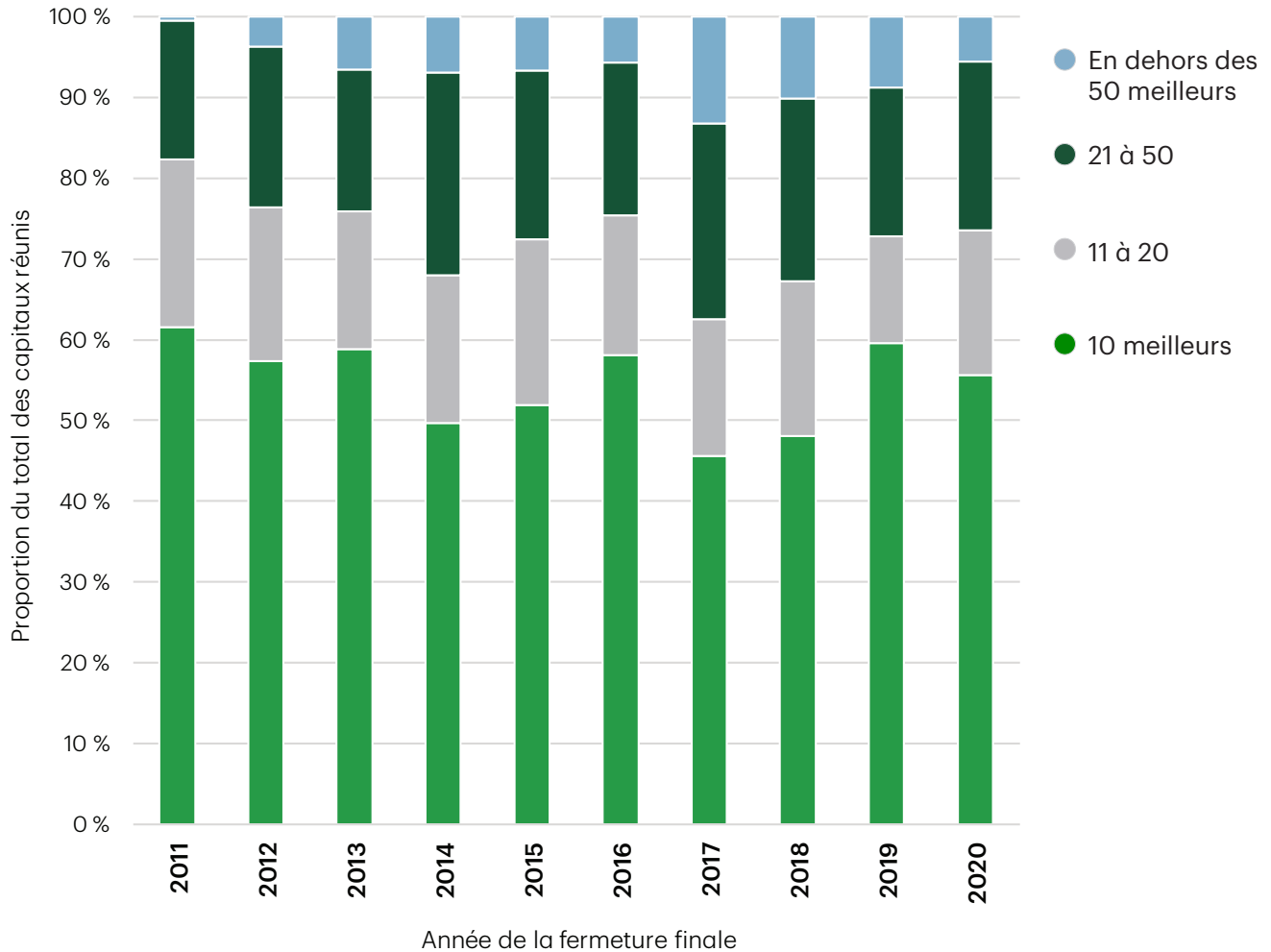
Source : Inframation News. En date de mars 2021.



Ce décalage est mis en évidence par la façon dont les fonds d'infrastructures ont été mobilisés au cours des dix dernières années. On observe actuellement une tendance vers les mégagestionnaires d'infrastructures. Selon Preqin, les quatre fonds les plus importants sur le marché actuellement se chiffrent à 10 milliards de dollars ou plus. Ce chiffre, qui n'a été atteint que par cinq autres fonds dans le passé, représenterait 40% de la somme typique

d'environ 100 milliards de dollars réunie chaque année, ce qui crée une concurrence accrue parmi les plus gros gestionnaires du marché des infrastructures. Le tableau ci-dessous montre comment les capitaux ont été réunis par les plus grands gestionnaires, les dix principaux ayant mobilisé de 50% à 60% du capital total au cours des dix dernières années.

**Figure 7 : Capitaux réunis par les plus importants fonds d'infrastructures fermés, 2011-2020**



Source : Preqin. En date de mars 2021.

# Capitaux



Dans l'ensemble, nous considérons que la transition énergétique sera la tendance macroéconomique la plus importante pour les infrastructures au cours des prochaines années. Toutefois, à mesure que les occasions de placement augmentent, les investisseurs

devraient réfléchir à la meilleure façon de positionner un placement. Un gestionnaire ayant des antécédents solides et un portefeuille qui peut continuer de stimuler la croissance du marché des moyennes entreprises sera bien placé pour participer à cet essor. ■

# Énergie

Suivez Gestion de Placements TD



Les renseignements aux présentes ont été fournis par Gestion de Placements TD Inc. à des fins d'information seulement. Ils proviennent de sources jugées fiables. Les graphiques et les tableaux sont utilisés uniquement à des fins d'illustration et ne reflètent pas les valeurs ou les rendements futurs des placements. Ces renseignements n'ont pas pour but de fournir des conseils financiers, juridiques, fiscaux ou de placement. Les stratégies fiscales, de placement ou de négociation devraient être étudiées en fonction des objectifs et de la tolérance au risque de chacun. Le présent document peut contenir des déclarations prospectives qui sont de nature prévisionnelle et pouvant comprendre des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « croire », « estimer » ainsi que les formes négatives de ces termes. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à propos de facteurs généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers, et le contexte économique général; on suppose que les lois et règlements applicables en matière de fiscalité ou autres ne feront l'objet d'aucune modification et qu'aucune catastrophe ne surviendra. Les prévisions et les projections à l'égard d'événements futurs sont, de par leur nature, assujetties à des risques et à des incertitudes que nul ne peut prévoir. Les prévisions et les projections pourraient s'avérer inexactes dans l'avenir. Les déclarations prospectives ne garantissent pas les résultats futurs. Les événements réels peuvent différer grandement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Un certain nombre de facteurs importants, y compris ceux énumérés plus haut, peuvent contribuer à de tels écarts. Vous ne devriez pas vous fier aux déclarations prospectives. Tous les produits comportent du risque. La notice d'offre contient des informations importantes sur les fonds en gestion commune, et nous vous encourageons à la lire avant d'investir. Veuillez vous en procurer un exemplaire. Bloomberg et Bloomberg.com sont des marques de commerce et des marques de service de Bloomberg Finance L.P., une société en commandite simple enregistrée au Delaware, ou de ses filiales. Tous droits réservés. Gestion de Placements TD Inc. est une filiale en propriété exclusive de La Banque Toronto-Dominion. Toutes les marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs. <sup>MD</sup> Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou de ses filiales.